Quand la question de l'augmentation des traitements des juges fut discutée dans la Chambre, il y a quelques années, par le sénateur de Montréal (sir George Drummond) je m'exprimai très clairement. Je déclarai qu'il se disait en général bien des sottises dans le parlement au sujet des traitements des juges. Sans doute dans les grands centres, où les frais de subsistance sont plus élevés, pour avoir de bons juges il a fallu donner des traitements plus élevés, proportionnellement aux émoluments qu'ils recevaient comme avocats avant d'être juges. On doit tenir compte de pareilles choses en fixant les traitements des juges ; mais élever les traitements des juges de la campagne de \$2,000 n'était ni sage ni opportun. Voyez, par exemple, un juge de la ville de Montréal. Il doit dépenser pour vivre, le double de ce que dépense un juge d'un district rural, et cependant il reçoit la même augmentation qui est accordée aux juges qui demeurent dans les districts du Saint-Laurent inférieur. Cela n'est pas juste. Les juges de Montréal, de Toronto et des autres grands centres devraient recevoir une plus forte augmentation que celle qui est accordée aux juges des petites provinces. Je ne crois pas pour plusieurs raisons que les juges des petites provinces aient le droit de réclamer la même augmentation que ceux des grandes provinces. La seule province pour laquelle une forte augmentation des juges soit juste est l'île du Prince-Edouard. Je n'ai jamais pu comprendre pourquoi les provinces maritimes n'étaient pas toutes sur le même pied relativement aux traitements des juges. Je dis donc que l'Acte de la dernière session est on ne peut plus injuste, irraisonnable et nullement justifié par les faits relatifs à l'administration de la justice dans notre pays. Je crois que si les membres du Sénat eussent été consultés au sujet de ce bill, il n'aurait jamais été inséré tel qu'il est dans nos statuts.

J'arrive enfin au salaire du chef de l'opposition. A ce sujet je me hâte de déclarer que j'y suis absolument hostile. C'est une innovation incompatible, au point de vue constitutionnel, avec les institutions anglaises. Je ne crois pas que l'on pourrait diminuer plus vis-à-vis du public le prestige du chef de l'opposition qu'en en faisant—au moins en apparence—un officier salarié du gouvernement du jour. Les rusés chefs du

Hon. M. MILLER.

parti libéral ont déjà essayé la même tactique dans Ontario pour prendre sir William Meredith, mais n'ont pu y réussir. Ils ont cependant réussi à prendre facilement M. Borden avec le lasso, qu'ils avaient vainement lancé pour capturer M. Meredith. J'admire la finesse des hommes qui ont fait tomber le parti conservateur dans le panneau, car jusqu'à ce que le parti soit sorti du trou où cela l'a jeté, l'acte d'indemnité, l'acte des pensions, l'augmentation exagérée des traitements des juges, tout cela ne fera pas perdre au parti conservateur autant de votes que le fait d'avoir rendu, aux yeux du peuple, le chef conservateur dépendant du gouvernement. Voilà, consciencieusement l'opinion que je professe à ce sujet, et voilà pourquoi je me trouve dans la position que j'occupe aujourd'hui vis-à-vis d'un parti avec lequel j'ai été lié si longtemps. Vous ne pouvez rien faire pour détruire le prestige d'un chef de parti comme le fait de le montrer au peuple animé de motifs intéressés et égoïstes, et un chef sans prestige n'est pas du tout un chef. Il ne peut créer aucun enthousiasme dans son parti, et un parti politique sans enthousiasme est comme un chef sans prestige, un parti absolument inutile. Voyez sir John Macdonald. Qu'est-ce qui lui donnait surtout son prestige et lui rendait la victoire facile ? C'était son désintéressement, et jamais ce grand homme d'Etat ne dit plus la vérité que lorsqu'il s'écria dans une certaine occasion : " Ces mains sont nettes ". Même ses ennemis ne l'accusèrent jamais d'égoïsme, de cupidité ou de corruption. Et je ne suis pas assez fanatique en politique pour ne pas comprendre que le prestige personnel dont jouissait sir John Macdonald lui assurait le succès comme il l'assure à sir Wilfrid Laurier, qui jouit, lui aussi, de la même faveur auprès du public.

Je n'attribue nullement des motifs intéressés à M. Borden. Loin de moi la pensée d'agir ainsi. Je ne crois pas que M. Borden soit un mercenaire avide de lucre, et, comme il ne ressemble aucunement à son premier lieutenant, le chef respecté de l'opposition n'a pas besoin de chercher des places ni des pensions, attendu qu'en consacrant son temps et ses talents à l'honorable profession dont il est un membre distingué, il peut faire plus d'argent qu'il n'en recevrait comme obligé du gouvernement.